

Une expérience originale d'intégration : La fédération « Belgio » du PCI – Ses rapports avec le PCB

MOINS, Jacques

2011, 27 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

< http://www.carcob.eu/IMG/pdf/moins_une_experience_originale.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : MOINS, Jacques, *Une expérience originale d'intégration : La fédération « Belgio » du PCI – Ses rapports avec le PCB*, Bruxelles, CArCoB, 2011, [en ligne], < http://www.carcob.eu/IMG/pdf/moins_une_experience_originale.pdf >, (date de consultation).

Une expérience originale d'intégration La fédération "Belgio" du PCI – Ses rapports avec le PCB

Table des matières

TABLE DES SIGLES	4
I. AVANT-PROPOS – MES RAPPORTS AVEC L'ÉMIGRATION ITALIENNE EN BELGIQUE	5
1. Collaborations avec l'INCA – Premières rencontres.....	5
2. Naissance des associations italiennes démocratiques	6
II. LA GESTATION DE LA FÉDÉRATION DU PCI	7
1. Les premiers contacts	7
2. Les « Convegni » et <i>La Voce</i>	7
3. Un premier permanent, Gino Ghirardelli.....	8
III. PREMIÈRES INITIATIVES DE LA FÉDÉRATION NAISSANTE	9
1. La reconnaissance de la silicose – Pétition	9
2. Nouveau responsable – Les pressions policières.....	10
IV. RECONNAISSANCE PAR LES AUTORITÉS BELGES	12
1. Le premier congrès public.....	12
2. Les droits politiques	13
3. Le bureau CGT-CGIL.....	13
4. La FILEF	14
V. ORIGINALITÉ DE L'EXPÉRIENCE – COLLOQUES	14
1. Un colloque à Prague en 1970	15
2. À l'école du PCI.....	15
3. Le colloque d'Essen	15
VI. LA VIE DE LA FÉDÉRATION – MES CONTACTS.....	16
1. Rotella, secrétaire	16
2. Une Fête de <i>l'Unità</i> à Livourne en 1977	16
3. En Émilie	17
4. Marinaro, secrétaire – Berlinguer – Le Congrès de Milan.....	17
5. Baldan – Les changements – PDS-DS.....	18

VII. LA FIN DE MES COLLABORATIONS ET LES ANNIVERSAIRES.....	20
1. Le bureau INCA et la FGTB	20
2. Anniversaire de l'INCA à Bruxelles	20
3. Le colloque des 50 ans du bureau belge	22
4. Marcinelle	22
5. À Rome en juin 2005.....	23
VIII. QUELQUES RÉFLEXIONS GÉNÉRALES	24
1. À propos du communautarisme.....	24
2. Le racisme	25
3. La naturalisation – Le droit de vote.....	25
4. L'influence du PCI en Belgique	26
5. Les autres immigrations.....	27

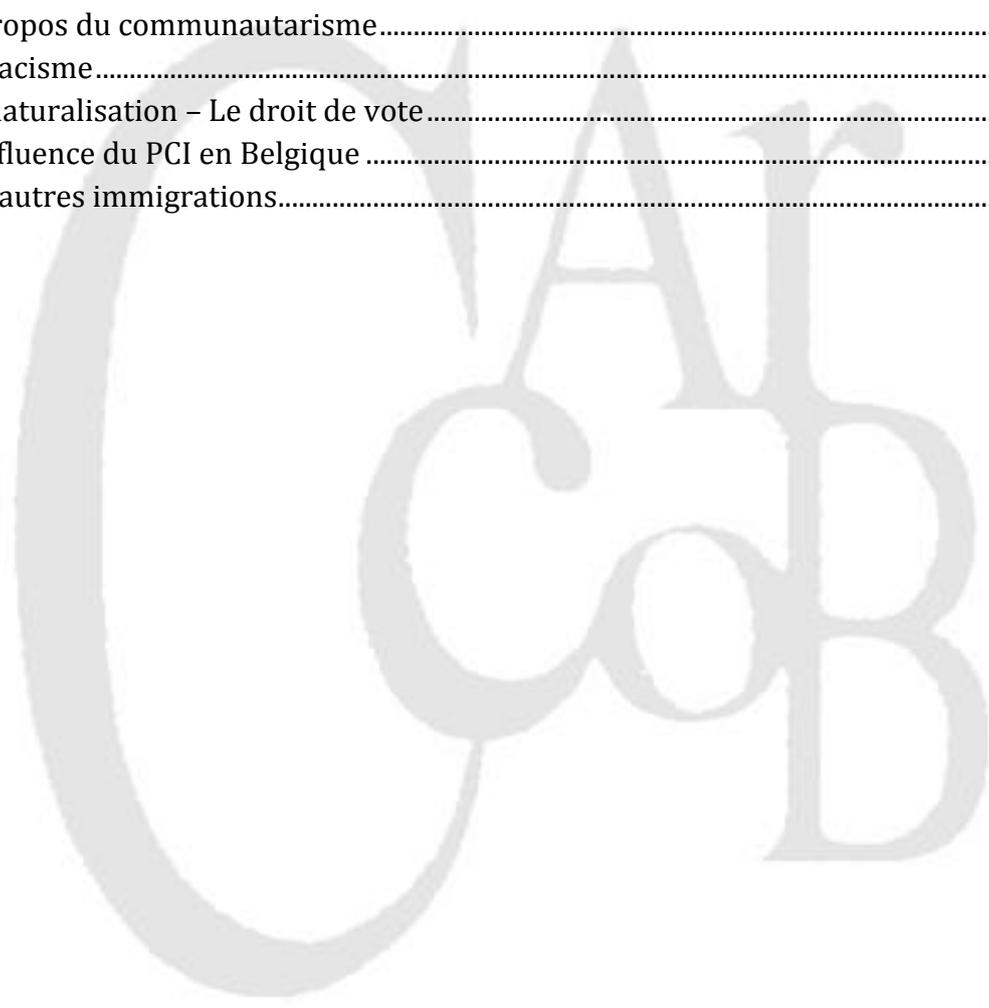


Table des sigles

AFI	Associazione delle famiglie italiane (Association des familles italiennes)
CEE	Communauté économique européenne
CGIL	Confederazione generale italiana del lavoro (Confédération générale italienne du travail)
CGT	Confédération générale du travail
CISL	Confédération internationale des syndicats libres
CSC	Confédération des syndicats chrétiens
DC	Democrazia cristiana (Démocratie chrétienne)
DR	<i>Le Drapeau Rouge</i>
DS	Democratici di sinistra (Démocrates de gauche)
EC	Étudiants communistes
EUR	Esposizione universale di Roma (Exposition universelle de Rome)
FGTB	Fédération générale du travail de Belgique
FILEF	Federazione italiana dei lavoratori emigrati e famiglie (Fédération italienne des travailleurs émigrés et familles)
FSM	Fédération syndicale mondiale
INCA	Istituto nazionale confederale di assistenza (Institut national confédéral d'assistance)
KKE	Kommounistikó Kómma Elládas (Parti communiste de Grèce)
PCI	Partito comunista italiano (Parti communiste italien)
PCB	Parti communiste de Belgique
PCC	Parti communiste chinois
PCE	Partido comunista de España (Parti communiste d'Espagne)
PCF	Parti communiste français
PDS	Partito democratico della sinistra (Parti démocratique de la gauche)
PPI	Partito popolare italiano (Parti populaire italien)
PS(B)	Parti socialiste (belge)
PSI	Partito socialista italiano (Parti socialiste italien)
ULB	Université libre de Bruxelles
VUB	Vrije Universiteit Brussel

I. AVANT-PROPOS. MES RAPPORTS AVEC L'ÉMIGRATION ITALIENNE EN BELGIQUE.

1. *Collaborations avec l'INCA¹ – Premières rencontres*

Dès l'Université, je porte un vif intérêt à l'Italie, ses paysages, ses villes, les témoins de son passé et, bientôt, je m'intéresse à la vie sociale et politique du pays qui me paraît un véritable laboratoire politique. J'apprécie les positions du PCI au plan international et devient un lecteur assidu de *l'Unità*². J'ai dès ce moment une assez bonne connaissance passive de l'italien. J'entrerai très tôt, dès la fin de l'année 54, en contact avec des militants italiens fixés en Belgique. LODOLO, que j'ai défendu devant le tribunal, expulsé pour des motifs politiques. Giuseppe CIGNI, le premier responsable du bureau belge de l'INCA qui s'est ouvert la même année. C'est un ancien ouvrier métallurgiste de Reggio-Emilia, licencié pour ses activités syndicales et ouvrier mineur dans la région liégeoise. A. MALTEMPI aussi, qui s'efforce de regrouper en Belgique des membres du PCI. Ligure, installé rue des Plantes – où le bureau de l'INCA s'établira, dans un quartier chaud près de la gare du Nord. Il vivait de petits boulots dans sa commune où il était fossoyeur. Un moment mineur en Campine, très débrouillard, il est devenu chauffeur de taxi après avoir contracté une sévère silicose dans la mine. Joyeux, optimiste, il est assez anarchiste. CIGNI est beaucoup plus respectueux de la ligne du parti. Les tentatives de regroupement des communistes italiens ne sont pas simples.

À l'époque, il est interdit aux Italiens de faire de la politique. La plupart travaillent dans les bassins miniers : Hainaut, Liège, Campine. Des réunions se tiennent dans une certaine discrétion. Ils peuvent se syndiquer et beaucoup se retrouveront à la CSC car l'influence chrétienne est importante. Les organisations chrétiennes, avec l'appui de la puissante DC, s'efforcent de les encadrer. Une soixantaine de missionnaires, un journal – le *Sole d'Italia* – développent une action violemment anti-communiste. Des franciscains n'hésitent pas à affirmer que les communistes ont les pieds fourchus ! On retrouve des Italiens à la centrale des mineurs FGTB et certains au syndicat unique des mineurs, d'obédience communiste. Ce dernier va bientôt se dissoudre et ses membres vont pour la plupart rejoindre le syndicat socialiste. La secrétaire de CIGNI, Alberte ROOBAERT y a été employée. Très dévouée, elle apprend l'italien et apporte beaucoup de rigueur à son travail, elle fera le contre-poids à CIGNI qui a le contact facile mais est un peu fantaisiste. Il multiplie les permanences dans des cafés, des bassins miniers.

¹ Istituto Nazionale Confederale di Assistenza (Institut national confédéral d'assistance). Il s'agit de ce qu'il est convenu d'appeler, en italien, un « patronato » (littéralement, un patronage) soit, en l'espèce, un organisme (créé en 1946 suite à une décision prise par la CGIL lors de son congrès de fondation de 1945) chargé de gérer gratuitement les intérêts individuels de tous les travailleurs dans tous les domaines sociaux.

² Journal quotidien du PCI, fondé en 1924 par Antonio GRAMSCI. Il reparait depuis 2001, après une brève interruption d'un an.

Très vite, j'entretiens de bons rapports avec cette émigration qui s'intègre volontiers. Mes assistés, s'ils ne deviennent pas mes amis, sont un peu plus que des « clients ». À l'occasion de l'incendie des baraquements de Tertre, habités par des mineurs dans de très mauvaises conditions, je prendrai mieux la mesure de la condition ouvrière qui, sous certains aspects, n'est pas éloignée du *Germinal* de ZOLA. Ils logent, séparés de leur famille, dans d'anciens dépôts de munitions, qui ont accueilli des prisonniers de guerre allemands. Le regroupement familial n'est pas aisé malgré les promesses du patronat minier et des gouvernements belge et italien. La plupart des Italiens que je rencontre sont d'anciens ouvriers agricoles, des chômeurs venus du sud de l'Italie. Certains n'ont aucune tradition de lutte. Poussés par la misère, ils espèrent économiser et rentrer dans leur pays, y acheter de la terre. D'autres, au contraire, se raccrochent à un passé de lutte paysanne pour le partage des terres, ce sont les *braccianti* du cinéma réaliste italien. Partout on retrouve – surtout dans le Limbourg – l'encadrement étouffant de l'Église. Il est vrai que le syndicat chrétien a mieux compris la nécessité d'aider cette main d'œuvre étrangère en tenant compte de ses traditions. Je ferai la rencontre à Tertre-Borin des frères DI CEGNIE venus des lointaines Pouilles. Ce sont de véritables apôtres, assistant leurs compatriotes, leur montrant le chemin des syndicats. Ils ont gardé des contacts avec le PCI de leur région. Leur engagement est une véritable foi, la gauche « caviar » les traitera volontiers de catho-communistes. Ils croient en effet au message égalitaire de Jésus et à son respect de la personne humaine.

2. Naissance des associations italiennes démocratiques

Je vais, dès 1955, être à l'origine de la constitution d'asbl qui rassemble des Italiens sur une base locale et sous-régionale pour développer une vie sociale et, en fait, politique. En règle générale, l'association dispose d'un local, souvent un ancien café, accessible seulement à ses membres. Il faut un minimum d'administration, de comptabilité. À l'époque, trois cinquièmes des membres effectifs doivent être Belges. Cette règle n'est pas étendue aux membres adhérents qui seront en général Italiens. Les immigrés ont de bons contacts avec la population belge. Aussi, il n'est pas difficile de trouver localement de l'aide. Je rédige les statuts, assure la publication aux annexes du *Moniteur belge*. Naîtra ainsi à Liège, la « Leonardo da Vinci ». Si le nom est ambitieux, l'association se développera considérablement. Cinquante ans plus tard, elle existe toujours. Il y a de nombreux cercles dans le Hainaut (Mons, Charleroi) mais aussi en Brabant (à Tubize). Ce sont en général des « cercles italo-belges ». Même dans le Limbourg très clérical, la formule a du succès. On y crée des associations de familles italiennes (AFI) à Eidsen, Waterschei, Maasmechelen, où nous obtenons le concours de personnalités, de commerçants libéraux. Les Italiens veillent à ouvrir leurs associations aux Belges, à se lier à la population locale, conduisant ainsi une lutte concrète et de longue haleine contre le racisme et ses préjugés, la xénophobie qui est un mal bien réel. En milieu

populaire, on parle des « macaronis », décrits comme bruyants (ce n'est pas tout à fait faux), paresseux (un énorme mensonge pour ce peuple industriel), sales, etc. On retrouve les stéréotypes qui visent aujourd'hui les Marocains sauf, bien entendu, la religion. Cette expérience sera très positive, elle a aujourd'hui encore des prolongements.

II. LA GESTATION DE LA FÉDÉRATION DU PCI

1. *Les premiers contacts*

En 1957, je fais des offres de service au président du PCB, Ernest BURNELLE ; je lui suggère de me confier le rôle de lien avec la naissante fédération « Belgio » du PCI, qui est encore à l'état de projet. Je ne suis pas encore *persona grata* et, dans une lettre aimable, il m'adresse à Jaak WITHAGES, qu'il a chargé de cette tâche. C'est un honnête militant, fidèle et dévoué, permanent dans le Limbourg où il a noué quelques contacts avec les Italiens. Je me mets en rapport avec lui, qui reste assez réservé. Je poursuis mon aide aux diverses associations qui se développent et sont en contact entre elles par mon intermédiaire. Leurs locaux seront des lieux d'accueil très appréciés par les participants à la grande grève de fin 60, début 61.

2. *Les « Convegni » et « La Voce »*

Elles ont organisé avec mon aide une première grande réunion, baptisée Convegno en avril 60 dans la région liégeoise, où elles disposent de la meilleure implantation et de bons contacts avec les communistes belges mais aussi avec les socialistes, notamment le député André COOLS alors situé dans la gauche du PSB. Il s'agit d'exprimer les revendications spécifiques de la communauté italienne de Belgique. A cette fin, je rédige un memorandum qui soulève le problème lancinant du logement, évoque la nécessité de l'enseignement de l'italien avec le soutien des autorités consulaires (« dopo scuole »), réclame un meilleur soutien au regroupement familial et pose déjà le problème des droits politiques en proposant comme première étape la mise en place de conseils consultatifs des étrangers à l'échelon communal. A. COOLS sera le premier à tenter l'expérience d'élections dans la commune dont il est le bourgmestre (Flémalle-Haute). Je soulève surtout, avec force, le problème de la reconnaissance de la silicose du mineur comme maladie professionnelle. C'est une vieille revendication, avancée depuis le début du siècle par les syndicats mais qui n'a jamais été concrétisée. On a plutôt mis en place un régime préférentiel de pension d'invalidité qui n'intervient que lorsque la victime est invalide aux deux tiers de sa capacité. La présentation se fait à Grâce-Berleur, commune ouvrière de la banlieue liégeoise. Le document n'aura guère d'échos dans la presse nationale ni dans la classe politique belge. Un peu plus dans les syndicats.

Le PCI a créé un bimensuel en langue italienne destiné à l'émigration. Il est rédigé et imprimé en Suisse. Le Suisse RODONI, de Lucerne, originaire du Tessin, en assure la rédaction. C'est *La Voce*. Mon père, pensionné, accepte d'en assurer l'administration, dédouanement, expédition des abonnements. Il le fait, tradition familiale, bénévolement. Je rédige nombre d'informations et d'articles de fond. J'assisterai en avril 60 au congrès national de la CGIL à Milan, vaste rassemblement au son de la musique de VERDI. J'y retrouve mes correspondants du bureau de l'INCA, notamment Antonio MOTTA, très compétent en matière de législation sociale, italienne mais aussi communautaire. En juillet 63, nous établirons un deuxième memorandum. Il sera présenté dans la région liégeoise toujours en présence du socialiste COOLS, du syndicaliste YERNA – entre autres personnalités – et de Renato BITOSSI, sénateur communiste et à l'époque président de l'INCA. L'accent est mis au plan social sur la silicose et au plan politique sur la question du droit de vote aux élections communales. À ce moment, seul les communistes abordent le thème. Par ailleurs, des revendications plus concrètes sont avancées avec plus de précisions dans les objectifs.

Peu à peu, les communistes italiens commencent donc à se manifester publiquement. Ils reçoivent des élus italiens dans les locaux des associations. C'est le moment aussi où la gauche belge prend mieux conscience du problème de l'émigration. L'intérêt grandit, une certaine solidarité aussi. Paul MEYER réalise en 1959 un film sur la condition ouvrière des Italiens du Borinage, *Déjà s'envole la fleur maigre*. Succès d'estime, mais mes amis italiens ne paraissent pas apprécier le ton vivement anticlérical de cette oeuvre de dénonciation grinçante aux accents peut-être désespérés, d'une grande beauté plastique³. Le film fera carrière dans les ciné-clubs et sera primé à Anvers, Florence, Dunkerque etc...

3. Un premier permanent : Gino Ghirardelli

En juillet 60, entretien à Rome au siège central du PCI. J'y rencontre Aldo FONTANI, responsable du travail parmi les immigrés, NAPOLITANO⁴, des relations internationales. Une relation amicale va se nouer avec Aldo qui viendra en Belgique. En accord avec Jean BLUME, de la direction du PCB, il me propose d'assurer la liaison avec la fédération naissante du PCI Belgio. Le parti me décharge de mes responsabilités de secrétaire politique de la section d'Ixelles. Notre ambition est de combattre l'influence de la DC et de son hebdomadaire le *Sole d'Italia* et de bâtir des sections. Les franciscains s'agitent beaucoup avec le père LOMBARDI, « le microphone de Dieu ». C'est un jeune immigré, Gino GHIRARDELLI qui va quitter son emploi à Prayon dans l'industrie pour sillonner la Belgique, nouer les contacts et bâtir la nouvelle fédération. Il diffuse aussi la littérature

³ Ce film représentera pour MEYER, sa vie durant, une charge très lourde.

⁴ Giorgio NAPOLITANO, actuel (2011) président de la République.

italienne, sans grand succès. FONTANI espérait trouver dans cette activité des ressources pour la fédération. C'est assez illusoire.

Gino se liera avec ma petite famille, nous rendra souvent visite ; il adore Philippe. À l'époque, très peu d'Italiens sont membre du PCB, les pressions policières sont fortes. Il y a eu des expulsions, comme celle de Bruno ROSA à Charleroi, au motif qu'il participait à des réunions politiques. Même l'ancienne émigration, composée d'antifascistes d'avant-guerre, fait l'objet d'une certaine surveillance. J'aide donc à la constitution d'une fédération autonome en Belgique, liée au PCI de Rome. Les premières réunions d'un comité fédéral se feront chez moi dans une atmosphère bruyante et enfumée, dans le bureau, la salle à manger, le salon, toutes les portes ouvertes. Tous les cendriers sont pleins à ras bord. La discrétion souhaitée est toute relative. Les Italiens prennent en arrivant des allures de conspirateurs, lunettes, écharpes ; ils s'interpellent dans le quartier, surtout à l'interruption du midi avant de reprendre les travaux. On tient des meetings en chambre, le ton monte. Certains voisins vont protester. Notamment un ancien combattant de 14, grincheux et xénophobe. Il faut reconnaître que nous dépassons les inconvénients normaux du voisinage.

III. PREMIÈRES INITIATIVES DE LA FÉDÉRATION NAISSANTE

1. *La reconnaissance de la silicose – Pétition*

Pendant la grande grève de décembre 60, les militants se sont bien comportés, liés aux travailleurs belges. Originalité, ils sont présents dans les deux organisations syndicales, FGTB surtout mais aussi CSC. Il n'y a pas, comme dans le parti belge, l'obligation de militer à la FGTB. Impulsé par le PCI, les associations vont se lancer dans un vaste pétitionnement pour la reconnaissance de la silicose. Elles récolteront près de 15.000 signatures destinées à la fois aux Parlements belge et italien. On utilise les opportunités de la législation communautaire qui garantit la libre circulation de travailleurs et les droits sociaux du pays d'accueil. Communistes et socialistes unis prendront au Parlement italien une initiative originale. Ils déposeront une loi transitoire qui vise à l'indemnisation des victimes de la silicose dans l'attente d'une disposition légale que la Belgique tarde à prendre.

A la Noël 63, la loi reconnaissant la silicose comme maladie professionnelle est enfin votée (loi dite LEBURTON). C'est un véritable succès pour les associations italiennes que nous soutenons et pour leur deuxième convention de Flémalle. C'est l'époque où j'adresse des papiers à *l'Unità* sur l'émigration et aussi à *Oggi in Italia* – émission du PCI diffusée à partir de Radio Prague et de Radio Budapest – tout en continuant ma collaboration à *La Voce*. Ce sont un peu mes premières armes de journaliste. J'ai, il est

vrai, déjà fourni des papiers au *Drapeau Rouge* et j'écrivais dans la presse estudiantine dix ans auparavant...

Je noue de nombreuses relations avec des militants italiens. Parmi eux, je ne suis pas près d'oublier Angelo DI CEGNIE, victime dans la mine d'un très grave accident de travail. Il a perdu son bras droit et, avec un courage exceptionnel, se rééduque en sculptant le bois. Il m'offre une tour Eiffel qu'il a construite de ses mains. Bientôt, il retournera à Fasano (Pouilles) mettant sur pied une petite entreprise de forage ; son expérience de mineur lui sera profitable, il continue à militer, dans de d'autres conditions, il est vrai.

2. *Nouveau responsable – Les pressions policières*

Du 17 au 19 avril 1964, je participe à Rome au Palais Brancaccio a un "Convegno" national de l'INCA. Malade, je n'avais pu participer à celui de 62, Paulette m'avait remplacé et en était revenue enchantée. Le thème de celui-ci est bien dans mes cordes, il porte sur le risque professionnel, j'ai d'ailleurs adressé une longue étude qui sera publiée dans les actes du colloque. Réception des participants au Campidoglio, dans la salle où fut signé le Traité de Rome. Rencontre de nombreux juristes, avocats, magistrats, de médecins, de professeurs de médecine légale. Il y a des délégués étrangers, français, suisses et même un Russe. Voyage à Sorrente et Capri pour couronner le tout.

Changement à l'INCA en Belgique. Le bureau en dix ans s'est bien développé, son siège est dans un autre quartier de Bruxelles, il a recruté des correspondants pour le Limbourg (PICCHIONI), à Charleroi (MARTELLA), à Liège (ROTELLA). Ce sont d'anciens ouvriers qui connaissent bien le terrain et les problèmes qui se posent. CIGNI commence à être un peu débordé et il rêve de rejoindre son Émilie natale où il ouvrira une épicerie. Son fils aîné a entrepris des études de médecine en Italie, après avoir fort bien terminé ses études secondaires en Belgique. Malheureusement, il décèdera jeune.

Le nouveau responsable de l'INCA en Belgique provient d'Italie du nord (Vénétie). Il a épousé une enseignante belge mais ne connaît pas les réalités de l'émigration. Sensible, intelligent, il apprendra vite. C'est un peu l'Italien de la carte postale, barbiche bien taillée, borsalino, il manie assez mal le français ; farouchement anticlérical, il provient d'une région « noire », où la DC dispose à l'époque d'une majorité écrasante. Ancien permanent de sa fédération, il est chaleureux et fantaisiste. Il s'appuie sur Alberte. Il semble qu'il ait eu des penchants ou simplement de la curiosité pour le milieu homophile. Il mourra tragiquement, assassiné dans sa ville natale.

Changement également au PCI. GHIRARDELLI, un peu usé par le travail politique, les

discussions et les conflits de personnes, retourne à la production tout en continuant à militer à Liège où il deviendra délégué syndical. Son départ m'affecte, j'appréciais beaucoup son dévouement, sa fraternité, son humanité. Il est remplacé par BARBONI, un tout petit Sarde, venant de Carbonia en Sardaigne où il a déjà travaillé dans la mine. Dynamique, tonitruant, de tempérament autoritaire, il imite le ton de voix de TOGLIATTI⁵. Son analyse politique est assez sommaire mais il se plonge dans le travail avec passion. J'aurai d'assez bons rapports avec lui mais moins profonds qu'avec Gino.

L'organisation va s'étoffer. L'expérience est novatrice pour le mouvement communiste. À l'époque de l'Internationale, les communistes devaient rejoindre le parti du pays d'accueil et y militer. C'est toujours l'option du puissant PCF qui dispose d'une structure organisant la main d'oeuvre étrangère, assure des formations, publie des textes en langue italienne mais les militants sont invités à lire *l'Humanité* et pas *l'Unità* car les lignes politiques sont parfois assez distantes. Nous tenons davantage compte des traditions, des différences. La fédération Belgio reste liée au pays d'origine, dispose d'une autonomie totale. Cependant, j'expose notre point de vue à son comité fédéral et favorise des actions communes. On pourrait dire qu'au lieu d'une assimilation nous visons à une intégration douce et lente, par étapes. Peut-être que notre faiblesse relative explique en partie ce choix. Le danger de rester à l'écart du mouvement réel, du pays d'accueil, est certain. En fin de compte, la fédération Belgio reste surtout en phase avec les développements de la politique intérieure italienne, elle prépare et organise la participation aux élections nationales, met sur pied des trains « rouges », diffuse la propagande électorale, récolte des fonds pour *l'Unità*. Peu à peu cependant, elle va encourager la participation active aux syndicats et nombre d'Italiens assumeront des responsabilités dans l'organisation, seront élus dans les délégations syndicales, les conseils d'entreprise. Ce sera particulièrement évident avec les immigrés de la deuxième génération.

Au début des années 60, la fédération va rencontrer de sérieux obstacles à son développement, des pressions et des interventions policières. En principe, l'étranger ne peut pas poursuivre d'activité politique, s'ingérer dans la politique belge. La police des étrangers entend y veiller. Sa vigilance concerne surtout les partis de gauche et particulièrement les communistes. Elle laisse la DC, gouvernementale, se développer. Il y a deux poids, deux mesures. En Belgique, il n'y a pas grand intérêt pour la politique italienne sauf peut-être dans certains milieux intellectuels de gauche qui regardent toutefois surtout vers la France. Nous organiserons par exemple une grande conférence à l'ULB avec le dirigeant du PCI NATTA⁶. C'est le secrétaire des EC, Jacques LOSMAN, qui

⁵ Secrétaire général du PCI (1927-1934 et 1938-1964). Ancien membre de l'exécutif de la III^e Internationale, il devient, à partir de 1956, le principal théoricien du « polycentrisme » (l'unité dans la diversité) dans le mouvement communiste international.

⁶ Alessandro NATTA sera secrétaire général du PCI (1984-1988) après le décès de BERLINGUER.

l'organise avec enthousiasme. Il imagine un titre choc : « Un parti communiste pas comme les autres ». Cela va susciter un certain émoi dans nos rangs, de la méfiance. Mais les rapports resteront cordiaux, les associations italiennes s'ouvrent toujours largement aux Belges qui y sont chaleureusement accueillis.

Sérieux incident à Liège en juin 1965. Un député sicilien du PCI, MACALUSO, très connu en Italie, vient faire une conférence dans la salle arrière du café de la Madeleine, situé dans un quartier chaud de la ville. La gendarmerie en grand arroi, casquée, installe des chevaux de frise pour bloquer le quartier et la Sûreté, en civil, procède au contrôle des identités. Motif invoqué : on recherche des armes ! En fait, il s'agit d'une opération d'intimidation du commissaire DAVIN qui déclare « *bien me connaître* ». Le Parlement italien sera saisi de l'incident mais certains participants resteront intimidés. En septembre de la même année, nouvel incident. FONTANI vient participer à une réunion à Fleurus en sa qualité de journaliste. Il est arrêté à l'entrée, alors que je l'accompagne, et reconduit à la frontière. Sa femme séjournait à Bruxelles. Les policiers acceptent de l'attendre et me proposent d'aller la chercher. Commentaire d'un des fonctionnaires : « *Ce sont les ordres mais un jour Monsieur sera peut-être ministre* ». Ils sont pleins d'égards et l'aventure se termine à Maubeuge. Nous décidons de réagir publiquement avec l'aide de Jean TERFVE, sénateur. Habilement, il me suggère de constituer un petit dossier qui apporte la preuve des activités de la DC en Belgique. Sur cette base, il pose la question au ministre belge de la justice « *Ce qui est permis aux uns est-il interdit aux autres ?* ». Le ministre, embarrassé, lui adresse une lettre où il précise qu'à condition de ne pas s'ingérer dans la politique belge, les Italiens ont le droit de se réunir et de participer aux débats de leur pays. C'est un premier pas vers la reconnaissance de la fédération. Les garanties constitutionnelles sont reconnues. De fait, il n'y aura plus jamais d'obstacle à ses activités, plus jamais d'intervention policière. Il est vrai que le Marché Commun met en oeuvre une législation qui permet la libre circulation des personnes.

IV. RECONNAISSANCE PAR LES AUTORITÉS BELGES

1. Le premier congrès public

Nous en profiterons et, début 1966, la fédération tiendra son premier congrès public qui désignera le Sarde VARGIU secrétaire fédéral. Sérieux, austère même, le visage taillé au couteau, c'est un ancien carabinier qui a quitté l'armée pour épouser la fille d'un communiste, contre l'avis de sa hiérarchie. Montré du doigt, il a émigré dans les charbonnages de Campine. Gardien vigilant de la ligne, sa formation militaire se fait sentir. Il me consulte souvent et une certaine amitié se noue malgré sa réserve et son respect des titres, de l'autorité. La fédération dispose maintenant d'un local où loge le permanent et où se tiennent les réunions, à Saint-Josse, rue Traversière. La fédération

reçoit régulièrement des visiteurs d'Italie, élus, collaborateurs du centre, journalistes et bien entendu, régulièrement, FONTANI. En février 66, nous recevons Paolo CINANNI, un intellectuel calabrais qui a écrit des ouvrages sur l'émigration. Pour des raisons qui me sont restées obscures il ne s'entend pas avec FONTANI qui le désigne comme « innomable » allusion aux *Promessi Sposi*, le roman de MANZONI. C'est pour nous un petit homme délicieux, aux manières un peu désuètes. Je lui ferai visiter Bruxelles.

2. Les droits politiques

La fédération tente de soulever la question des droits politiques mais ce n'est pas un thème très porteur dans l'émigration. Quant à la société belge, elle n'y est pas du tout sensible. On est loin des luttes menées par la classe ouvrière belge pour arracher le suffrage universel. Évidemment, les enjeux étaient très différents, les espoirs aussi mais cette passivité me surprend. Sans doute, le peu d'engagement s'explique par les liens privilégiés entretenus avec le pays d'origine, dont on continue d'espérer la solution aux problèmes. À cette époque d'ailleurs, les immigrés se situent dans l'optique d'un retour au pays qui ne se réalisera guère si ce n'est pour des invalides, des pensionnés. Début 1967, je participe à Rome à la conférence nationale que le PCI consacre à l'émigration. Rassemblée à l'EUR⁷ dans un vaste palais aux allures mussoliniennes, le sicilien COLOJANNI, futur député européen, descendant de notables méridionaux, y développe son rapport devant trois mille délégués venus des pays de l'émigration et des régions italiennes. Intermèdes de chants folkloriques et de danses. Conclusion de G. AMENDOLA⁸, impérial, qui s'écrie « *e adesso al lavoro* », expression d'une force tranquille, puissante.

3. Le bureau CGT-CGIL

Je suis également associé à la mise en place du bureau CGT-CGIL auprès des Communautés européennes. J'en serai le mandataire tant que les organisations françaises et italiennes n'obtiennent pas leur reconnaissance. La CEE ne connaît en effet que les syndicats liés à la CISL et non à la FSM. Mon rôle se borne à la représentation juridique du bureau, qui recrute une secrétaire. Ce sera Éliane TIMMERMANS, désignée par le PCB. Le choix n'est peut-être pas très heureux car elle est très proche de l'ambassade de Bulgarie et prend volontiers parti pour les orientations de la CGT qui divergent parfois de celle de la CGIL, disposée à plus de concessions. Les tensions existent entre les deux organisations ; on ne peut dire qu'elle contribuera à les surmonter. J'entretiens de bons rapports avec TABARRI et ensuite surtout avec Mario

⁷ Quartier de Rome bâti autour du site prévu pour l'Exposition universelle de 1942 (annulée pour les raisons que l'on imagine) et prévu pour être une « Troisième Rome », à la gloire du fascisme.

⁸ Dirigeant communiste, partisan d'une alliance avec les autres forces de gauche, dont principalement le PSI, Giorgio AMENDOLA avait aussi été une victime du fascisme et un dirigeant de la Résistance.

LISPI, véritable diplomate venant d'Ombrie⁹. Mais aussi avec Pierrot CALDERARA, Lorrain malgré son patronyme, au style prolétarien, bon vivant, qui entame sa journée par un petit verre de mirabelle pour « *tuer le ver* », chaleureux et fraternel. Assez rapidement, les Italiens trouveront le chemin de la Centrale européenne des syndicats libres et entreront à la CEE, rompant bientôt avec la FSM. Le bureau va alors se limiter aux Français, poursuivra ses activités un moment encore, puis les Français suivront et cette antenne n'aura plus d'objet.

4. La FILEF

Fin 67, nous recevons la visite de Carlo LEVI qui préside la FILEF (Fédération italienne des Italiens à l'étranger). Sénateur, peintre et écrivain, il voyage à travers le monde, en Europe mais aussi en Amériques du Nord et Latine, pour entretenir les rapports des communautés émigrées avec le pays d'origine, geste large, éloquent, cultivé.

Fin 68, mon ami FONTANI quitte ses fonctions à Rome, s'installe à son compte, il est remplacé par GALLO, un économiste qui a plus de mal à nouer le contact avec les immigrés. Il animera le deuxième congrès de la fédération en décembre 68. À ce moment, la fédération rassemble près de deux mille membres. Ce n'est pas rien ; cela représente le cinquième des effectifs du parti belge. Il y a autant de communistes italiens que de communistes flamands en Belgique, davantage que nos plus fortes fédérations de Liège ou de Bruxelles. Mais l'activité reste fort liée à la réalité italienne. Vera VEGETI, de *l'Unità*, consacre des reportages dans son journal. Dans la suite, les contacts seront assurés par Giuliano PAJETTA, l'ancien secrétaire de LONGO¹⁰ dans les Brigades internationales en Espagne. Il sillonne le monde, c'est un excellent orateur d'une causticité redoutable. Nous nous entendons fort bien. C'est un étonnant polyglotte, il se débrouille même en chinois.

V. ORIGINALITÉ DE L'EXPÉRIENCE – COLLOQUES

S'appuyant sur l'expérience des communistes italiens, les Espagnols, Portugais, Grecs vont aussi s'organiser et recourir à la technique des asbl. Le « García Lorca » s'installe rue des Foulons où il dispose d'une vaste salle. Les « Gallegos » me consultent. Leur initiative est très régionaliste, assez peu politique, met l'accent sur le folklore – qui serait celtique. Elle bénéficiera bientôt d'une aide de la région, la Galicie. Il y a aussi des cercles sardes, siciliens qui conservent davantage de liens avec la gauche.

⁹ Militant CGIL, il est entre 1970 et 1976, l'un des principaux collaborateurs de Pietro CONTI, premier président de la Junte régionale d'Ombrie, plus spécialement chargé des questions économiques.

¹⁰ Luigi LONGO avait succédé à TOGLIATTI comme secrétaire général du PCI (1964-1972).

Nouveau congrès de la fédération Belgio où, malgré mes efforts, les thèmes de la politique italienne dominant toujours. Nous publierons à cette occasion, en novembre 1970, une page entière dans le *DR*, espérant mieux faire connaître notre presse. Une rubrique en langue italienne est tentée.

1. Un colloque à Prague en 1970

Je retrouve PAJETTA qui parcourt le monde, du Canada à la Nouvelle-Zélande. Depuis notre rencontre à Prague lors d'un colloque, j'entretiens d'excellents rapports avec lui et apprécie son humour. J'ai en effet assisté à une rencontre organisée par la revue *Problèmes du socialisme et de la paix* sur le thème de l'émigration. J'y rencontre le représentant permanent du PCI auprès de cette revue. Pour lui, ROSSI, c'est un peu une sorte d'exil, il porte avec cruauté des jugements cinglants sur le socialisme réalisé, qu'il qualifie de socialisme « célébratif » ou plus sévèrement encore de socialisme « des imbéciles ». Pour lui, les repas fraternels évoquent des agapes funéraires. À ma surprise, l'interprète qui m'accueille n'est pas tchèque mais russe. Ceux-ci tirent les ficelles de la revue. Il a traduit TEILHARD de CHARDIN, me paraît très cultivé mais fort soucieux de respecter l'orientation des Soviétiques, justifie l'intervention en Tchécoslovaquie et se félicite de l'exclusion de GARAUDY du PCF. D'ailleurs, la présidence du colloque sera assurée par un Russe, rédacteur en chef de la revue. Il prononce un discours introductif assez banal et s'en va. Il reviendra à la fin des travaux pour tirer les conclusions sans avoir assisté aux débats. Il nous annonce qu'il entend publier tout ce qui nous unit et taire tout ce qui divise. Nécessairement, il en sortira des actes ternes, gris, sans grand intérêt. Mon intervention a été rabotée de tout accent polémique. Cette rencontre, soit dit en passant, s'est déroulée dans un couvent où rien n'a été modifié. On s'est contenté de retirer les croix.

2. À l'école du PCI

Toute autre atmosphère en juillet 71, à Rome, où je fais un exposé aux immigrés réunis en semaine de formation à l'école centrale du PCI sur la situation politique en Belgique. C'est à Grottaferrata, dans les châteaux romains. Le débat est vif, libre, l'atmosphère joyeuse et détendue. Tout le monde apprécie le *frascati* et les *fettuccini* (pâtes romaines).

3. Le colloque d'Essen

Encore un colloque, cette fois à Essen en mars 74, organisé par les communistes allemands de l'Ouest. Il est organisé avec minutie, sobrement. L'échange de vue est beaucoup plus concret qu'à Prague, il porte sur l'expérience des organisations autonomes des divers partis de l'immigration. La position allemande me paraît assez voisine de la nôtre. Une polémique courtoise s'installe entre PAJETTA – qui fait état de

notre expérience alors plus que décennale – et Jacques DENIS, du PCF. D'autres interventions sont étroitement descriptives, noyées dans les statistiques sans véritable réflexion sur les modalités et les perspectives d'intégration voire d'assimilation. Comment se comporter avec les immigrés de la deuxième génération ? On ne tranchera pas devant les diverses orientations. La ligne politique du PCI me séduit. J'apprécie la netteté de ses positions, fermes et équilibrées sur le monde socialiste, les rapports avec le PCC, son élaboration théorique reprenant et développant le concept de l'hégémonie de GRAMSCI, du parti comme intellectuel collectif, leurs expériences aussi des gouvernements régionaux dans les régions rouges, les municipalités souvent fort importantes. Je rédigerai pour les *Cahiers Marxistes* des articles à ce propos car la ligne italienne est très mal connue en Belgique. La gauche caviar commencera à s'y intéresser au moment des attentats des Brigades rouges.

VI. LA VIE DE LA FÉDÉRATION – MES CONTACTS

1. *Rotella, secrétaire*

Nouveau changement à la direction de la fédération en 1975. ROTELLA, un Calabrais, succède à VARGIU après l'intérim d'un permanent venu d'Italie. C'est un ancien ouvrier du bâtiment qui a travaillé au bureau de Liège de l'INCA. Autodidacte, intelligent, volontaire, il a une grande indépendance d'esprit et une forte personnalité. Il nous arrive de polémiquer. Nous sommes heureux de recevoir la visite de BERLINGUER¹¹ et Nilde JOTTI¹² dans un grand rassemblement dans la salle de la Madeleine ; succès de foule, la fédération est bien vivante.

2. *Une Fête de « l'Unità » à Livourne en 1977*

Mes contacts politiques avec les Italiens me permettent de joindre l'utile à l'agréable. Je participe, avec Jean-Paul VANKEERBERGHEN¹³ et un journaliste de la *Rode Vaan* à la fête nationale de *l'Unità* qui se tient à Livourne. Je visite la région brièvement. Une foule énorme dans l'attente du discours de BERLINGUER. Je dois malheureusement reprendre l'avion pour participer à une séance du Conseil d'agglomération ; mandataire consciencieux, je ne veux pas la rater. Les accès autour de la fête sont bloqués par une foule énorme. On me propose de m'évacuer en ambulance. Finalement, mes accompagnateurs remontent froidement un sens interdit et, bien entendu, les

¹¹ Secrétaire général du PCI de 1972 à son décès en 1984, marquis sarde, Enrico BERLINGUER est le principal théoricien du « compromis historique » (accord de gouvernement entre les deux grands partis italiens, PCI et DC).

¹² Veuve de Palmiro TOGLIATTI, présidente de la Chambre des députés (1979-1992).

¹³ Journaliste du *Drapeau Rouge*.

carabiniers nous arrêtent. Mais les Italiens ne sont jamais à cours de ressources. Ils parlementent, me présentent comme un « onorevole »¹⁴ qui doit d'urgence rentrer à Bruxelles et la solution est vite trouvée. Les motards des carabiniers nous accompagnent jusqu'à l'aéroport. C'est le système D à l'italienne.

Au fil du temps, la fédération Belgio est mieux structurée, elle fait beaucoup moins appel à mon aide, dispose de plus de moyens mais je continuerai à assurer un contact politique, participant à des réunions du comité fédéral, du secrétariat. À l'occasion d'un bilatérale PCI-PCB, NAPOLITANO dira tout le bien qu'il pense de l'activité de cette fédération qui est une des plus vivantes de l'émigration, ceci en 1981.

3. En Émilie

C'est l'année où, frappé par la disparition de Paulette, mes amis du PCI, gentiment, m'invitent à séjourner en Italie. Ils me logent dans une école régionale et me font, pour me distraire, visiter la région dans une ambiance vraiment fraternelle. Ils mettent une voiture et un chauffeur à ma disposition. Je participerai ainsi à plusieurs fêtes locales de *l'Unità* ; on m'invite à prendre la parole, je le fais en français. Bon public, on applaudit en confiance. Ces fêtes locales sont impressionnantes. C'est toute la région qui y participe dans la convivialité. Le peuple de gauche se serre les coudes. En Émilie, le tissu social animé par la gauche est vraiment impressionnant, coopératives de consommation mais aussi de production (vin, artisanat, construction, cercles culturels). Je baigne dans une cordialité souriante, ce sera pour moi une aide appréciable alors que je traverse une période difficile.

4. Marinaro, secrétaire – Berlinguer – Le Congrès de Milan

Bientôt, une nouvelle secrétaire arrive à la fédération, Francesca MARINARO, d'origine sicilienne. Militante féministe, distinguée par BERLINGUER. Il en fera une députée européenne, élue dans la région piémontaise. Cela a une valeur symbolique : elle est à la fois émigrée, femme et sicilienne. Ce geste souligne l'importance accordée par le PCI à l'émigration. Mais c'est une opération du sommet, on ne peut dire que l'organisation en Belgique ait été véritablement consultée.

En 82, j'aurai le plaisir de rencontrer le secrétaire général et Sergio SEGRE¹⁵ avec Louis VAN GEYT¹⁶ et Susa NUDELHOLE¹⁷ dans un petit restaurant de la rue Haute. BERLINGUER est accompagné de ses gardes du corps et il y a aussi des agents de la

¹⁴ Titre réservé, en Italie, aux membres des assemblées nationales (Chambre des députés, Sénat de la République).

¹⁵ Dirigeant du département international du PCI.

¹⁶ Président du PCB.

¹⁷ Dirigeant de la section internationale du PCB.

Sûreté.

Dans la conversation, BERLINGUER dira à Louis « continue à me donner de bons conseils ». Humilité ou ironie ? Il est d'un naturel réservé, un peu timide même dans les rapports humains. PAJETTA le qualifie de « Sardo muto » et ajoute perfidement « *très tôt, il s'inscrit à la direction du parti italien* ».

J'assiste au Congrès du PCI à Milan, en mars 83 (16^e Congrès). Je suis accompagné par Jean-Paul et un journaliste de la *Rode Vaan*, eurocommuniste convaincu. Le PS est également invité, représenté par un de ses secrétaires, Alain VAN DER BIEST, qui n'est guère présent aux travaux mais s'exprime avec brio en italien. Je ménage à Jean-Paul un entretien avec Giancarlo PAJETTA, responsable des relations internationales. Je rencontrerai aussi la délégation chinoise conduite par HU Quili, à l'époque numéro trois du PCC. Le contact est d'une grande cordialité, nous parlons italien, le dégel de nos relations avec les Chinois s'annonce, j'y ai un peu contribué.

5. Baldan – Les changements – PDS-DS

MARINARO siégeant au Parlement, un nouveau secrétaire lui succède. C'est Valerio BALDAN, universitaire, jeune, très lié au milieu de la Communauté européenne. On assiste à une véritable mutation sociologique des cadres de la fédération, de ses membres. Il y a encore d'anciens mineurs mais aussi maintenant des fonctionnaires de la CEE, des professionnels de la politique, des technocrates. La fédération s'installe dans un vaste local près de la place Rogier, achète l'immeuble, investit dans des briques. Nous les aidons matériellement par un prêt qui sera ponctuellement remboursé. La fédération va prendre des contacts politiques avec le parti socialiste, se bornant à m'en informer.

À la fédération Belgio, le style des débats évolue. On parle moins des revendications sociales et davantage de jeux politiques. Le caractère populaire fraternel s'estompe, des courants se dessinent alors qu'au départ elle était essentiellement ouvrière mais pas du tout ouvriériste. Elle manifestait, selon la tradition italienne, un grand respect pour les intellectuels, les personnalités. Un effort sérieux de formation des cadres par le biais d'écoles du parti en Italie. On tentait d'expliquer la pensée marxiste, on expliquait la politique du PCI, ses orientations. L'action en milieu ouvrier était préparée. Ainsi, des militants d'origine ouvrière assumaient des responsabilités comme GHIRARDELLI, BARBONI, VARGIU, ROTELLA. C'était la traduction d'un parti à la fois de masse et de cadres.

L'autonomie de l'organisation est de plus en plus nette et les rapports PCI-PS belge se développent. Il est évident que notre faiblesse de plus en plus manifeste joue dans cette évolution. Lorsque la fédération Belgio organise une fête de *l'Unità*, elle le fait sans nous. Elle a d'ailleurs vu très grand, loué des locaux du centre Rogier, ce ne sera pas un succès

de foule, malgré les gros moyens mis en oeuvre. Peu d'ouvriers ou de pensionnés ont fait le déplacement.

En octobre 86, je participe à un débat sur l'avenir de la gauche européenne avec des poids lourds politique. Il se tient à la VUB. JUQUIN du PCF, à l'époque une de ses vedettes, a fait le déplacement ainsi que Piero FASSINO, futur secrétaire général des DS. Celui-ci se montre audacieux et novateur dans ses analyses.

Après de longs débats, le PCI va muter en 1990 en PDS, se rapproche de la social-démocratie. On ne parle plus de la troisième voie de BERLINGUER entre l'extrême-gauche et la social-démocratie. Il n'y aura plus de contacts formels avec le PCB, même si je garde de bons rapports personnels avec la nouvelle équipe. Nadia BUTTINI, enseignante de formation, passe de l'INCA à la fédération. Bientôt, elle siègera au bureau du PS. Elle va travailler au groupe socialiste du Parlement européen. Son compagnon Sergio ANGELINI, ancien dirigeant syndical – il fut délégué principal à Boël (sidérurgie) – ne me paraît pas très enthousiaste de l'évolution de son parti. Il reste sensible à la condition ouvrière. Fallait-il, comme OCCHETTO¹⁸ le fit, « demander pardon » de quelques fautes ? Certes, nous avons trop longtemps entretenu des illusions sur le socialisme « réalisé », sur sa capacité de se rénover.

À partir de ce moment, je n'aurai plus guère de contacts avec l'émigration. Les membres des partis grecs, turcs, portugais s'en tiennent à l'ancienne ligne et s'accrochent à une reconstruction. Ils s'accrochent au passé, c'est parfois pathétique. Je ne veux échapper à mon penchant pour l'ironie et évoque les paléo-marxistes, compare leurs réunions à « Jurassic Park ». Ils s'obstinent à idéaliser le passé. On ne peut se fonder sur eux pour voir se développer une nouvelle gauche. Mais dans le même temps, l'évolution des DS m'interpelle. Au nom de réalisme, on perd un peu de son âme, de la volonté de changer la société. On se réfugie dans la gestion de l'existant, comme la social-démocratie.

Toutefois, l'expérience de l'Olivier en Italie apporte un souffle nouveau à nos réflexions, ouvre – semble-t-il – de nouvelles perspectives pour la gauche européenne. Le succès électoral de 1996 paraît le confirmer. Mais nos espoirs seront déçus avec la montée de la droite de BERLUSCONI. Je m'efforce de faire connaître l'expérience de l'Olivier en Belgique, rédige une longue carte blanche dans *Le Soir*. Pour la première fois peut-être, un certain intérêt pour l'expérience italienne apparaît dans la classe politique belge.

¹⁸ Dernier (1988-1991) secrétaire général du PCI, Achille OCCHETTO devient le premier dirigeant du PDS (1991-1994).

VII. LA FIN DE MES COLLABORATIONS ET LES ANNIVERSAIRES

1. *Le bureau INCA et la FGTB*

Par contre, ma collaboration avec l'INCA va aller en diminuant à partir de 82. Évidemment les dossiers « maladies professionnelles » sont moins nombreux, de plus le rapprochement de l'INCA avec la FGTB lui permet un accès direct aux tribunaux du travail. Son représentant peut maintenant plaider les affaires simples. Je regrette un peu de n'avoir pas été associé à cette évolution. Le service de droit social de la FGTB met d'autres avocats à la disposition de l'INCA, la qualité de mon travail n'est pas mise en cause mais mon étiquette d'avocat communiste ne plaît peut-être pas à tout le monde dans le syndicat. On aurait pu agir avec plus de transparence, alors que je m'étais toujours beaucoup impliqué dans les dossiers qui m'étaient confiés.

2. *Anniversaire de l'INCA à Bruxelles*

Fin de l'année 2003, agréable surprise. Le bureau belge de l'INCA, après un trop long silence, reprend contact avec moi. En présence de la direction romaine, il organise un grand rassemblement des amis de l'INCA regroupant les DS, les militants de Rifondazione¹⁹, des socialistes. Je suis associé à cette manifestation, en un grand repas qui regroupe des centaines de participants. Mais c'est surtout l'occasion d'évoquer le passé, de retrouver d'anciens militants, de rencontrer aussi la nouvelle génération, dans le bruit. Les jeunes que j'ai connus sont maintenant des quinquagénaires. Je suis un peu étourdi par cette foule. Sans fausse modestie, la chaleur de l'accueil montre que l'action passée n'a pas été inutile, elle a laissé des traces. Et l'on parle d'organiser un colloque pour le 50^e anniversaire du bureau de l'INCA en Belgique.

Dans la suite, le cinquantième anniversaire de la catastrophe du Bois du Cazier va réunir la communauté italienne dans une commémoration assez spectaculaire. L'INCA offre une grande sculpture au Musée, installé maintenant dans les installations de l'ancien charbonnage. Des dons des différents bureaux établis à travers le monde – du Canada à la Nouvelle-Zélande et dans la plupart des pays d'Europe – l'ont permis. J'assiste à l'inauguration qui se déroule en présence de BERTINOTTI, alors président (Rifondazione) de la Chambre des députés, d'EPIFANI, secrétaire général de la CGIL, du président de l'INCA, d'un représentant du président de la République et, du côté de la Belgique, du bourgmestre de Charleroi, VAN GOMPEL, et de l'inévitable VAN CAUWENBERGHE, incontournable dans la région. Tous deux tiendront des propos très fermes vis-à-vis du passé du patronat wallon.

¹⁹ Partito della Rifondazione comunista (son nom officiel), fondé en 1991 par une partie des membres du PCI qui refusent d'adhérer au PDS, rejoints par d'autres militants de gauche. Son principal dirigeant, jusqu'en 2008, est Fausto BERTINOTTI, ancien dirigeant de la CGIL.

Nombreux journalistes, la télévision italienne dans la chaleur et une certaine confusion bien italiennes. La tribune est envahie, les chaises disparaissent dans la cohue. Pour ma part, j'ai apporté ma contribution à l'ouvrage consacré à la catastrophe, publié par l'INCA, en traitant bien entendu du procès, de son retentissement dans l'opinion publique à l'époque.

Entretien aussi avec le directeur du musée et l'archiviste qui publient un livre sur le procès en se fondant sur les archives que François COLLINET et moi avons remises à la FGTB de Charleroi, « Le Cahier judiciaire ». Je vais surtout participer à l'émission de la TV de Charleroi qui sera programmée la veille de la commémoration de la catastrophe. Il s'agit en fait d'un « faux » direct, enregistré sur les lieux en juillet. Un reportage fort bien fait évoque la tragédie, l'atmosphère de l'époque et s'interroge sur les responsabilités tout en restant discret sur le procès. Il est vrai qu'à l'époque, la TV n'avait pas accès aux prétoires et les avocats ne donnaient pas – ne pouvaient pas – donner d'interview. Depuis, les règles professionnelles se sont assouplies.

Des débats suivent le documentaire et je suis invité à répondre à la question « *Pouvait-on éviter la catastrophe ?* ». C'est une jeune journaliste consciencieuse qui anime l'émission. Malgré son souci d'objectivité, on sent que les responsabilités patronales lui paraissent établies. Je donne mon point de vue avec mesure mais netteté, face à l'ingénieur STASSEN, qui fut secrétaire de la commission d'enquête gouvernementale de l'époque. Celle-ci était dominée par le doyen des mines, juge et partie en quelque sorte. Une telle confusion des genres ne serait plus possible aujourd'hui. L'ingénieur STASSEN, agent du corps des mines, âgé maintenant de 85 ans, bon pied, bon oeil, défend toujours le même point de vue. « Rendement dans la sécurité » reste sa devise. Mais sur quel terme met-on l'accent ? Il va jusqu'à affirmer que, pour lui, le charbonnage du Cazier était le plus sûr de la région ! Toujours le poids et le refrain de la fatalité... C'est assez pathétique. Je développe l'argumentation des parties civiles, souligne la vétusté des installations, la confusion dans l'organisation du travail, le manque de formation du personnel, la priorité donnée au rendement sur la sécurité, les hésitations aussi dans les opérations de sauvetage. Une autre participante au débat, historienne à Charleroi, abonde dans le même sens avec peut-être un peu trop de rigidité ! J'aurai l'occasion de souligner qu'à mon sens le procès n'a pu mettre en lumière toutes les responsabilités, notamment celles du corps des mines, organe de l'État chargé de la surveillance et de la sécurité des exploitations. Mais les débats judiciaires ont incontestablement aidé à la prise de conscience de la condition scandaleusement pénible et dangereuse des ouvriers mineurs et singulièrement des travailleurs italiens, peu ou pas préparés. L'arrêt a permis aussi de renforcer les règles de sécurité et, indirectement, a contribué à l'action pour la reconnaissance de la silicose en tant que maladie professionnelle enfin obtenue à la fin 1959.

L'enregistrement exige une équipe impressionnante. Je dénombre près de quarante personnes. J'aurai l'occasion de mesurer l'impact de la télévision dans l'opinion. Je reçois bon nombre de coups de téléphone, de proches comme Joëlle et Morgane, mais aussi de l'ancien député FEDRIGO²⁰, de mon ami LAUWERS, polytechnicien, d'Éliane, une ancienne femme d'ouvrage que je n'avais plus rencontrée depuis bien dix ans, des anciens voisins de Limal, etc... Le lendemain de la diffusion, j'aurai sur les lieux l'occasion de la mesurer. C'est le jour de la commémoration officielle. La FGTB me conduit sur les lieux. Elle était moins empressée au moment du procès, il y a 50 ans.

Réunion sur la grand-place de Marcinelle, face au monument aux victimes, au son des cloches. Les autorités communales sont bien entendu présentes au cimetière ; fanfare, sonnerie « Aux champs », discours de VAN GOMPEL, VAN CAU. En dehors de ce déroulement officiel, traditionnel et convenu, les Italiens viennent me congratuler. Je rencontre même un gendarme qui a relevé les corps des victimes et me dit, parlant du débat : « *Vous avez bien raison* ».

3. *Le colloque des 50 ans du bureau belge*

Fin d'année 2004, le colloque annoncé de l'INCA se tient dans les luxueux locaux de la Confédération européenne des syndicats. On est bien loin de la modestie de nos premiers bureaux. Un « Observatoire social », financé par l'Union Européenne, a été mis sur pied à l'INCA. Son président est présent. Il me remet un diplôme souvenir pour mon action passée. On pourrait broder sur le thème de vingt ans après. Public nombreux, composé essentiellement d'Italiens. Des Belges aussi dont André MORDANT, président de la FGTB wallonne. À l'entendre, son organisation a toujours soutenu les immigrés. C'est incontestable dans le principe mais, dans les faits, le bilan est peut-être moins positif. Est-il utile de relativiser et revenir sur le passé ? La parole sera aux historiens. Mon intervention est fort applaudie. J'évoque le procès de Marcinelle mais aussi la patiente action pour défendre les accidentés de la mine, les victimes de maladies professionnelles, la lutte contre le racisme ambiant, les débuts modestes du bureau de l'INCA en Belgique. Un fonctionnaire, pensionné du Fonds des maladies professionnelles, est heureux de me rencontrer et me demandera de préfacier un ouvrage sur la condition des travailleurs de la mine.

4. *Marcinelle*

Dans le même esprit, le souvenir du procès de Marcinelle revient. Une jeune étudiante en histoire, de Charleroi, prépare un mémoire de licence à ce sujet. Elle vient longuement m'interroger. De fait, cet aspect important de la catastrophe est

²⁰ Député PCB de Huy-Waremme (1981-1985), fils d'un travailleur émigré italien originaire de Vénétie.

parfaitement occulté dans les manifestations célébratives. J'avais déjà, à la demande de François COLLINET, rassemblé ma documentation du procès pour la confier à un centre d'études. Par des voies détournées, ma documentation aboutira sans mon accord à la FGTB de Charleroi. J'ai manqué de vigilance. Je ne recevrai même pas un accusé de réception. L'étudiante (Julie URBAIN), elle, me remet une copie de son travail où elle s'étonne du peu d'intérêt montré par les syndicats autour et pendant le procès, quitte à se parer des plumes de paon dans la suite.

5. À Rome, en juin 2005

Du 26 au 29, je serai reçu à Rome où l'INCA nationale célèbre ses soixante ans. Encore une plaquette souvenir et une lithographie d'un peintre napolitain. Cérémonie au palais Renaissance Taverna en présence des cadres de l'INCA. Celle-ci dispose de trois mille fonctionnaires. Il y a de nombreux bureaux à l'étranger, en Europe (France, Suisse, Allemagne, Croatie etc.), en Amérique (USA, Canada, Argentine, Uruguay etc.) et même en Australie et en Nouvelle-Zélande où c'est un Belge, marié à une Italienne, qui officie. Le président, dans son allocution, fait état de certaines tensions politiques, du rôle différent du bureau d'assistance et du syndicat. Si celui-ci défend les intérêts collectifs des travailleurs, l'INCA assure, elle, l'assistance individuelle mais prend aussi en compte les problèmes de société, l'évolution de la famille, la mobilité, le logement. Échange de vue politique avec des participants, sur les perspectives de l'Olivier²¹ pour battre BERLUSCONI qui tente de créer un parti unique de la droite. Certains tentent de reconstituer l'ancienne DC éclatée entre la gauche et la droite, stimulés par la récente victoire de l'Église dans le référendum sur la procréation assistée. Les évêques italiens, RUINI en tête, ont fait une campagne incivique, engageant les Italiens à ne pas voter. Je le verrai par hasard en grand équipage à une célébration à Sainte Marie Majeure.

La gauche, avec PRODI²², cherche l'appui du centre. Parmi les DS, je perçois une certaine impatience alors que la gauche l'a emporté dans la plupart des régions lors de la dernière consultation.

Une nouvelle expérience va sans doute être tentée, l'élection directe de députés de l'émigration à travers le monde. Huit sièges seraient attribués au Parlement européen. La gauche craint d'y être étouffée par la faiblesse des moyens financiers face à la droite gouvernementale, d'autant que les fédérations DS à l'étranger me paraissent affaiblies, en perte de visibilité. Certains craignent dans la diaspora des regroupements

²¹ « L'Ulivo ». Alliance de partis de gauche et du centre, en vue de la conquête d'une majorité parlementaire. L'Olivier avait pour principales composantes, à ses débuts, les DS et le PPI (aile gauche issue de l'ancienne DC).

²² Professeur d'université, d'origine DC, Romano PRODI a été le président du Conseil (premier ministre) de deux gouvernements de la gauche italienne (1996-1998 et 2006-2008). Entre ces deux mandats, il fut président de la Commission de l'Union européenne (1999-2004).

transversaux sur une base plus régionale que politique.

VIII. QUELQUES RÉFLEXIONS GÉNÉRALES

1. *À propos du communautarisme*

On a pu se poser la question : l'effort pour construire une fédération du PCI en Belgique n'est-il pas une forme de communautarisme ? Il n'en a rien été. Certes, la fédération Belgio entendait regrouper les communistes italiens et construire une organisation autonome dépendant de Rome mais, dans le même temps, des liens se nouaient avec le PCB. Cette construction se fit avec lui et non à côté de lui et c'est précisément ce rôle qui me fut dévolu. Il s'agissait notamment d'informer les militants de la situation concrète en Belgique – questions sociales et politiques –, de favoriser des actions communes dans les syndicats belges. Ainsi, les locaux des associations s'ouvraient largement aux Belges, constituaient un point de rencontre. Certaines se dénommaient d'ailleurs italo-belges. Au moment de la grande grève de fin 60, les locaux accueillait les grévistes, constituaient un point de rencontre. Certes, la fédération vivait à l'heure italienne, suivait les péripéties – nombreuses – de la vie politique italienne, consacrait beaucoup d'efforts à assurer la participation aux consultations électorales, à diffuser *l'Unità*, à récolter des fonds pour la presse. Mais à chaque réunion du comité fédéral un exposé sur la situation belge suivi d'un débat favorisait la prise de conscience des réalités du pays d'accueil. Dès les années 70, nombre d'Italiens assurèrent des responsabilités syndicales. L'immigration italienne a d'ailleurs constitué un véritable vivier. Les immigrés de la deuxième génération trouvaient alors naturellement le chemin de l'action sociale, évitant le repli sur soi. Ils n'ont pas connu le drame de l'isolement des jeunes Maghrébins, coupés de leurs racines et isolés dans la société belge. Témoignage concret de cette osmose, la participation active à la fête nationale du *DR* mais aussi à des fêtes locales. Notre journal ouvrait ses colonnes, parfois des pages entières, à l'émigration.

Ceci posé, la fédération va évoluer, sa composition sociale se modifier. D'un côté la deuxième génération s'intègre davantage dans la société belge, s'intéresse moins à la vie politique italienne mais la fédération, elle, voit arriver des fonctionnaires européens dont les centres d'intérêts ne prennent guère en compte les réalités belges. D'ailleurs, dès le début des années 80, je ne participerai plus guère aux activités du comité fédéral, je serai invité de temps à autre et les contacts se limiteront à des rencontres avec le secrétaire fédéral. Il faut dire que nos lignes politiques s'écartent quelque peu. Le PCI est en pointe dans l'élaboration eurocommuniste alors que mon parti insiste sur la solidarité critique, en mettant l'accent tantôt sur la solidarité tantôt sur la critique. Un rapprochement de plus en plus net se marque avec le PS, il ira en s'accéléralant avec la

nouvelle formation (PDS et puis DS). Il n'y a jamais eu de rupture avec nous mais un lent distanciellement. En fin de compte, la fédération Belgio s'intégrera au PS dans des formes qui ne me sont pas connues. Mais on continuera à voir dans les manifestations politiques et syndicales des drapeaux de l'Olivier dont la formule commencera à prendre timidement corps en Belgique. Pour notre part nous avons évité toute tentative d'assimilation, soutenant une lente politique d'intégration. Paradoxe, elle se réalisera en fin de compte en direction du syndicat et du parti socialistes.

Je voudrais cependant citer un exemple de convergence des actions : l'action, début des années 60, pour la reconnaissance de la silicose, à la fois en direction des autorités belges et italiennes. Les associations italiennes appuient les efforts des syndicats. Dans le même temps, une pétition est adressée aux parlementaires de la gauche italienne PCI-PSI, qui aboutira à une initiative parlementaire commune pour peser sur les décisions attendues en Belgique. Début de l'Europe des travailleurs ? L'expérience mérite d'être rappelée même si, à ma connaissance, elle ne s'est pas répétée. Dans les débats actuels sur l'identité, la société multiculturelle, elle pourrait faire réfléchir mais elle est mal connue.

2. Le racisme

Avant d'autres²³, les Italiens ont connu le racisme en Belgique, le plus souvent sous des formes larvées. On va les dépeindre comme paresseux, tire au flanc, roublards. Pas seulement dans les milieux défavorisés. Deux exemples. Certains magistrats ne se privent pas de faire de l'ironie facile à l'audience. Lors de l'interrogatoire d'identité, « Profession ? À la mutuelle sans doute... » Des experts médecins développent la théorie du « syndrome méditerranéen ». Par définition, les gens du sud exagèrent les plaintes, les souffrances, les dramatisent. On fera fi de leurs explications, se fiant aux seuls signes objectifs et allant jusqu'à les placer sous narcoses. On parle volontiers de simulation.

Ne tombons pas dans l'angélisme. Les immigrés ne sont pas tous vertueux mais il faut se méfier des lieux communs faciles, d'insister avec la presse populaire sur les milieux criminogènes. Même dans le parti, au syndicat, on n'échappe pas à ce travers. Mais les mentalités évoluent et les Italiens politisés vont y contribuer. Ils multiplient les occasions de contact, de dialogue, de rencontres. Surtout dans les associations, même celles qui mettent l'accent sur l'origine régionale comme les Sardes, les Siciliens.

3. La naturalisation – Le droit de vote

Toutefois, peu d'Italiens de la première génération décideront de demander la

²³ Et après d'autres aussi, pensons aux « Polonais » (vocabulaire sous lequel on comprenait à peu près tout ce qui venait des pays à l'est de l'Allemagne, Polonais, Juifs, Lituanais,...).

naturalisation dont, au fil du temps, les conditions vont s'assouplir. Leurs enfants le feront davantage. Mais la perspective du service militaire constitue d'évidence un frein. Jusqu'à 32 ans, il fallait l'effectuer. Ils attendent d'avoir dépassé cet âge. Bientôt, les enfants nés en Belgique seront réputés belges, sauf renonciation à cette nationalité. Il y aura des problèmes de double nationalité. Certains vont exercer leur droit de vote à la fois en Belgique et en Italie mais c'est évidemment l'exception.

La question du droit de vote pour les étrangers, même membres de la communauté européenne, va se traîner pendant des années. Nous avons été les pionniers en la matière, proposant en première étape la constitution de conseils consultatifs au niveau communal et de l'agglomération. Il faudra cependant attendre les décisions européennes pour voir reconnaître le droit de vote aux communales. Pour les autres, le chemin sera encore plus long. Le débat est pollué par les questions linguistiques. La communauté flamande craint de voir se renforcer à Bruxelles le poids de l'électorat francophone déjà fortement dominant. Cette action n'a certes pas été inutile mais on ne peut dire que les immigrés en ont fait une priorité. L'affirmation du principe s'est liée aux luttes contre d'autres discriminations. Mais on est fort loin des luttes ouvrières pour la conquête du suffrage universel.

4. L'influence du PCI en Belgique

Ses orientations politiques n'ont pas beaucoup d'échos chez nous. Nos militants regardaient volontiers vers la France et son PCF, fils aîné de la Troisième Internationale. Beaucoup étaient des lecteurs attentifs de *l'Humanité*. Proximité linguistique, mais aussi de sensibilité et du discours. Toutefois on ne peut ignorer tout à fait l'originalité de ses positions internationales, l'analyse fine et en souplesse de TOGLIATTI et de son fameux *Mémorial de Yalta*, ses critiques du monde socialiste et sa volonté d'indépendance, sa recherche de voies nouvelles vers le socialisme. Je me ferai un peu le porteur de cette ligne tout en ayant bien conscience que les conditions concrètes sont bien différentes en Belgique. Cela ne me fera pas que des amis dans un parti resté, à bien des égards, assez sectaire et fort isolé dans le panorama politique du pays. C'est particulièrement évident au plan interne. Nos poids spécifiques sont vraiment trop différents pour que les points communs permettent de se retrouver. Début 80, le PCI est aux portes d'un pouvoir partagé avec la stratégie dite du « compromis historique ». Ensuite avec son rapprochement de la social-démocratie. Il se profile alors comme un parti à la fois de lutte et de gouvernement. Sans utiliser cette expression c'est un peu l'approche du mouvement Écolo sans que cela lui ait réussi.

La rencontre avec l'émigration italienne m'a fait connaître la réalité de la condition ouvrière que, issu d'un milieu petit bourgeois, j'ignorais. La dureté, les dangers du métier de mineur ne peuvent se comprendre par de seules lectures. C'est au contact direct que l'on peut comprendre, sans envolée lyrique, la réalité de la solidarité, la

simplicité et la rudesse aussi des rapports humains. Il ne faut pas laisser les mineurs dans l'oubli ni les immigrés. Je garde en mémoire l'itinéraire et la vie de certains militants. Quelques-uns sont retournés en Italie mais la plupart se sont bien intégrés, assumant des responsabilités syndicales, politiques. Au fil du temps, j'ai un peu perdu le contact avec eux. Il me reste un grand intérêt pour les expériences politiques italiennes. J'y ai vu un véritable laboratoire politique pour le renouveau de la gauche mais j'ai quelque peu déchanté. L'évolution des DS sur des positions proches du « blairisme » m'interpelle. L'héritage du PCI me paraît mis à mal. « Rifondazione comunista » me séduit davantage. Je regrette surtout que l'héritage de BERLINGUER, sa recherche de la « troisième voie » entre social-démocratie et socialisme prétendument réalisé soit mis sous le boisseau. Le prétendu réalisme est loin de me séduire. J'espère toujours dans le renouveau de la gauche qui remette en cause le pouvoir aux mains de la finance. Un second souffle en quelque sorte, alimenté par de nouvelles analyses, la prise en compte des exigences écologiques. Mais les divisions restent profondes.

5. Les autres immigrations

Par la force des choses mon activité de liaison avec les immigrés du PCI m'a mis aussi en rapport avec d'autres composantes, communistes espagnols, portugais, grecs, turcs. Ceux-ci se sont aussi groupés en organisations autonomes et je pourrais faire part de mon expérience. Mais il n'y eut jamais de liens aussi étroits. Ces groupes étaient souvent assez repliés sur eux-mêmes, sauf peut-être les Espagnols, jaloux de leur indépendance. Des rapports assez étroits cependant se nouèrent avec le PCE, qui comprenait nombre d'immigrés politiques chassés par FRANCO mais aussi une importante émigration économique. Dans les années 70-80, je nouai d'excellents rapports avec leur dirigeant Angel ENCISO, eurocommuniste convaincu, brillant orateur, passionné. Mais leur organisation fut fortement secouée par des divisions internes. Avec enthousiasme, ils participèrent aux fêtes du *DR*, édifiant même un chapiteau espagnol, une fête dans la fête, manifestant leur présence avec éclat. Se fondant sur l'expérience italienne, ils mirent aussi sur pied des associations, à Bruxelles (le García Lorca, rue des Foulons), à Liège. Longtemps clandestin dans le pays d'origine, le PCE pouvait se présenter à visage découvert. Je fus même un moment administrateur du García Lorca. Mais la gestion était assez chaotique, peu respectueuse des règles administratives au point d'entrer en conflit avec l'administration fiscale qui voulait y voir une fausse asbl, un café ouvert à tous. Elle fit, en fin de compte, preuve de compréhension. Les communistes portugais étaient bien moins nombreux. Leur position au plan international ne facilitait pas toujours les contacts. De même pour le KKE (grec), le dialogue – toujours qualifié de fraternel – était parfois difficile, les contacts moins fréquents. J'eus peu de contact avec l'émigration maghrébine, si ce n'est avec les communistes tunisiens.

Jacques MOINS, février 2011.